

V A C A N C E D E P O S T E

2024/20 – RH VP 27/03/2024

CONSEILLER JURIDIQUE RH (H/F)

Rémunération : selon le contrat d’alternance et le profil retenu (niveau 5B des organismes de sécurité sociale) – Contrat d’apprentissage ou contrat de professionnalisation – Poste basé à Cergy et à pourvoir en septembre 2024

CONTACTS

Manager direct : Mélanie LECOEUR – Responsable ressources humaines ☎ 01-30-73-69-32

Tuteur : Mame KENE-FALL – Conseillère juridique RH ☎ 01-30-73-79-05

CONTEXTE

Organisme de Sécurité Sociale, la Caisse d’Allocations Familiales du Val d’Oise accompagne plus de 250 000 familles dans leurs parcours de vie : la conciliation vie professionnelle et personnelle, le logement, l’insertion, la parentalité ...

Notre mission de service public s’exerce par le versement de prestations familiales et sociales (1.6 milliards d’€ pour le Val d’Oise) et le développement d’actions sociales dynamiques et innovantes (135 millions d’€), adaptée aux besoins des familles de notre département.

Nous rejoindre, c’est d’abord rejoindre un employeur engagé et responsable, mais aussi :

- Contribuer à un maillon essentiel de la solidarité en France ;
- Contribuer à un projet de société ;
- Collaborer au quotidien par nos métiers et nos expertises à l’accompagnement des allocataires.

Au sein de la Direction des ressources, le département des Ressources Humaines met en œuvre la stratégie des Ressources Humaines. Il est structuré en différents secteurs : service emplois et compétences, service administration du personnel, juridique RH, santé et accompagnement social (infirmier et assistante sociale du personnel).

Vous serez rattaché(e) au pôle juridique RH.

ACTIVITÉS PRINCIPALES

Vous aurez en charge les activités suivantes :

- Contribuer à la veille sociale et juridique permanente ;
- Effectuer des recherches juridiques ;
- Assurer un support juridique auprès de la conseillère juridique RH, la responsable des ressources humaines et les différents services du département RH ;
- Participer au suivi des procédures disciplinaires et des dossiers contentieux ;
- Participer au suivi des instances représentatives du personnel (CSE, CSSCT) ;
- Participer aux négociations et à la rédaction de projets d’accords collectifs ;
- Réaliser des études et des analyses juridiques spécifiques.

PROFIL RECHERCHÉ

Vous préparez un master 1 ou master 2 en droit social, recherchez un contrat d’alternance de 1 à 2 ans et avez de solides connaissances en droit social.

Vous disposez de bonnes capacités de communication écrite et orale, d’un bon relationnel, de capacités de prises d’initiative et d’autonomie.

ÉTAPES CLÉS DU RECRUTEMENT

Les candidat(e)s intéressé(e)s devront envoyer un curriculum vitae accompagné d'une lettre de motivation via le lien indiqué ci-contre, au plus tard le **24/04/2024**.

Le dispositif de sélection se fera à partir d'épreuves écrites et pratiques. Les candidat(e)s qui obtiendront la moyenne seront reçu(e)s en entretien.

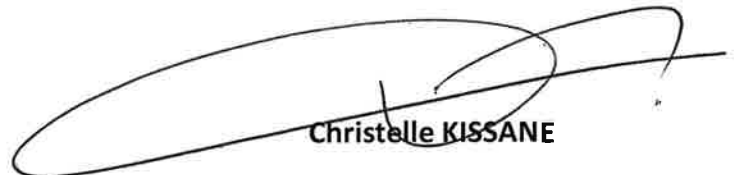
Dans le cadre de sa politique diversité, la CAF du Val-d'Oise étudie, à compétence égale, toutes candidatures. Des aménagements de poste sont possibles en cas de situation de handicap.

CONDITIONS PARTICULIÈRES

L'organisme a engagé de nombreuses transformations visant à améliorer les engagements de service auprès des partenaires et des allocataires ainsi que les conditions de travail des collaborateurs en leur apportant une attention particulière :

- Une rémunération mensuelle brute versée sur 14 mois selon le contrat d'apprentissage et le profil retenu ;
- Une prime d'intéressement ;
- Une participation aux frais de transport à hauteur de 50% ;
- Des titres restaurants d'une valeur unitaire de 9,65€ dont 60% pris en charge par l'employeur ;
- Une mutuelle et un régime de prévoyance ;
- Un aménagement RTT jusqu'à 20 jours par an (en fonction de la durée hebdomadaire choisie) ;
- Des horaires variables facilitant la conciliation vie professionnelle et vie privée, un accord de télétravail ;
- Un environnement de travail agréable ;
- Le bénéfice des œuvres sociales du comité social et économique.

LA DIRECTRICE GENERALE



Christelle KISSANE